

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Japon & Corée du Sud

Une publication du SER de Tokyo
N°198 : du 27 novembre 2023 au 2 janvier 2024

Japon

Les pertes assurées du séisme ayant frappé le Japon le 1^{er} janvier pourraient atteindre 5,8 Mds EUR.

La filière agroalimentaire japonaise s'inquiète de l'état des infrastructures de stockage frigorifique.

Les résultats de la deuxième campagne d'appels d'offres pour l'aménagement de parcs éoliens en mer ont été publiés.

13 start-ups japonaises en voie de devenir des licornes.

L'agence des produits pharmaceutiques et des dispositifs médicaux annonce la création d'ici 2025 d'un centre régional de coopération en Asie du Sud-Est.

Corée du Sud

La Corée s'inquiète des restrictions touchant les exportations chinoises d'urée. De nouvelles prévisions de croissance pour 2024.

L'Autorité coréenne de la concurrence annonce un projet de loi de régulation des plateformes numériques.

Visite en Corée du Sud du ministre délégué chargé du commerce extérieur Olivier Becht, accompagné d'une délégation de grandes entreprises.

Les fabricants de batteries coréens inquiets de la qualification de plusieurs filiales comme *Foreign Entity of Concern* par les Etats-Unis.

ASML et Samsung vont investir 762 M USD dans la création d'un centre de recherche en Corée dédié aux semiconducteurs avancés.

Japon

Politiques économiques

Les pertes assurées du séisme ayant frappé la préfecture d'Ishikawa le 1^{er} janvier pourraient atteindre 5,8 Mds EUR. Les principaux dégâts concernent les propriétés résidentielles et représentent plus de deux-tiers des pertes. Pour répondre aux besoins immédiats tels que l'eau, la nourriture et le chauffage, le gouvernement japonais a puisé l'équivalent de 30 Mi EUR dans les fonds de réserve. Afin de couvrir les coûts associés à la réhabilitation et à la reconstruction de la péninsule de Noto, le gouvernement prévoit de doubler la dotation du fonds, de 500 Mds JPY (3,6 Mds EUR) à 1 000 Mds JPY (7,1 Mds EUR). Le séisme pourrait être classé « catastrophe majeure », ce qui permet d'augmenter le taux de subvention pour les projets de restauration mis en œuvre par les gouvernements locaux. [The Japan Times](#), [The Japan News](#)

Entreprises

La filière agroalimentaire japonaise s'inquiète de l'état des infrastructures de stockage frigorifique. Alors que le secteur du stockage frigorifique est confronté à une demande soutenue par la consommation de produits frais, plus d'un tiers des installations de stockage frigorifiques du pays - près de la moitié à Tokyo - aurait plus de 40 ans. Les professionnels alertent sur un sous-investissement chronique dans le renouvellement de ces infrastructures susceptible de conduire à une pénurie de capacités de stockage d'ici une décennie. Alors que la rentabilité des activités de stockage frigorifique est fortement affectée par la hausse des coûts de l'énergie et le manque de main-d'œuvre, les investissements nécessaires au renouvellement des infrastructures sont renchérissés par la hausse des coûts de construction et les difficultés d'accès au foncier. Si les grands groupes, comme Nichirei et Yokorei, ont annoncé des plans de développement de leurs capacités (+25% pour Yokorei d'ici 2030), une partie des petites et moyennes entreprises du secteur pourraient être contraintes de cesser leur activité au cours des prochaines années. Le manque de capacités de stockage frigorifique pourrait affecter la sécurité alimentaire du pays, qui repose largement sur l'importation. [Nikkei Asia](#)

Entreprises

Le gouvernement japonais a publié le 13 décembre 2023 le résultat de la deuxième campagne d'appels d'offres pour l'aménagement de parcs éoliens en mer dans trois zones maritimes dans les préfectures de Nagasaki (sud-ouest de l'archipel nippon) ainsi que d'Akita et de Niigata (nord de l'île principale du Japon). Les aménagements de ces trois zones ont été attribués à trois

consortiums distincts, composés pour la zone de Nagasaki de TEPCO Renewable Power et la maison de commerce Sumitomo Corp., pour la zone d'Akita de la principale entreprise de production électrique japonaise JERA, J-Power, la maison de commerce Itochu et Tohoku Electric Power Co., et pour la zone de Niigata de RWE Offshore Wind Japan (filiale du groupe allemand RWE), la maison de commerce Mitsui&Co et Osaka Gas. Les projets de ces consortiums, qui représenteront au total 1420 MW de capacité de production éolienne, seront mis en service entre 2028 et 2029. La troisième campagne d'appel d'offres concernant deux zones maritimes au large de la préfecture d'Aomori (projet de 600 MW) et de la préfecture de Yamagata (parc de 450 MW) sera lancée en janvier 2024, avec une échéance de réponse en juillet. [METI](#) ; [METI](#) ; [Nikkei](#) ; [Nikkei](#) ; [Nikkei](#)

Entreprises

13 start-ups japonaises en voie de devenir des licornes, selon une étude réalisée par le journal Nikkei Alors que la dernière étude de 2021 comptait cinq « pré-licornes », la dynamique s'accélère au Japon. 13 entreprises évaluées à plus de 50 Mds JPY (340 Mi USD) sont désormais identifiées qui pourraient acquérir le statut de licorne (valorisation de 1 Md USD) après une ou deux levées de fonds supplémentaires. Les grands enjeux sociétaux, comme le manque de main-d'œuvre, la décarbonation et la transformation numérique, intéressent un nombre croissant de jeunes entreprises japonaises et attirent les investissements. Parmi ces nouvelles pré-licornes on peut citer Mujin, qui produit des robots pour la logistique, et Kyoto Fusioneering, spécialiste de la fusion nucléaire. OPN Holdings, qui fournit des solutions de paiement pour les entreprises notamment en Asie du Sud-Est, a obtenu le statut de licorne en 2023. [Nikkei](#), [Nikkei](#)

Entreprises

L'agence japonaise des produits pharmaceutiques et des dispositifs médicaux (PMDA) annonce la création d'ici 2025 d'un centre régional de coopération en Asie du Sud-Est. L'agence, qui évalue la sécurité et l'efficacité des produits avant leur mise sur le marché, projette ainsi d'ouvrir son premier bureau à l'étranger d'ici mars 2025, à Bangkok. L'Asie de Sud-Est est un marché de croissance soutenue où les importations de médicaments depuis le reste du monde ont progressé de 50% en 10 ans. La présence japonaise reste limitée : L'Asie du Sud-Est ne représentait en 2022 que 4% des exportations japonaises de produits pharmaceutiques. L'agence PMDA espère que ce nouveau bureau permettra une meilleure compréhension par les régulateurs locaux des procédures d'évaluation japonaises et, à terme, une mise sur le marché accélérée des médicaments déjà autorisés au Japon. [Nikkei](#), [Nikkei](#), [Douanes japonaises](#)

Corée du Sud

Politiques économiques

La Corée s'inquiète des mesures de restrictions sur les exportations d'urée depuis la Chine. Le gouvernement coréen indique que depuis fin novembre les exportations d'urée, nécessaires notamment pour les moteurs diesel, font l'objet d'un blocage par les services des douanes chinois. La Chine représentant 91 % de ses importations pour ce produit en 2023, le gouvernement coréen a formulé une demande de déblocage immédiat. De son côté la Chine se justifie en affirmant qu'aucune restriction officielle n'a été mise en place. Dans une impasse, le gouvernement coréen a d'ores et déjà communiqué des premières mesures pour diversifier ses sources d'approvisionnement afin de limiter sa dépendance à la Chine. Le gouvernement subventionnera en outre les coûts de transport supplémentaires pour les importations d'urée provenant de fournisseurs alternatifs et envisage de relancer la production nationale, suspendue depuis 2011. Cette situation intervient concomitamment à la mise en place de mesures similaires par la Chine sur le phosphate d'ammonium (utilisé comme engrais) et un mois après celles touchant le graphite, utilisé pour la fabrication de batteries. [Korea Times](#), [Pulse News](#), [Pulse News](#), [YonHap](#), [JoongAng Daily](#)

Politiques économiques

Les prévisions de croissance pour l'année 2024 révisées par l'ensemble des institutions coréennes. Si les prévisions restent entre 2,1 % et 2,4 % pour l'année 2024, les fortes incertitudes liées à l'environnement économique international laissent planer un doute quant à la réelle trajectoire de l'économie coréenne. Pour le FMI et la Banque de Corée (BoK), les prévisions ont été abaissées (respectivement à 2,2 % soit -0,2 point et 2,1 % soit - 0,1 point) contrairement à l'OCDE qui a réhaussé sa prévision à 2,3 % (+0,1 points). De leur côté la Banque de développement asiatique et le gouvernement coréen maintiennent leur prévision à respectivement 2,2 % et 2,4 %. La croissance 2024 devrait essentiellement être portée par un rebond des exportations et le ralentissement de l'inflation favorisant la consommation privée. Outre la croissance, les prévisions d'inflation pour 2024 ont également été révisées, la BoK prévoit une inflation de 2,6 % en moyenne (+0,2 points par rapport à sa précédente prévision) ce qui pourrait impliquer un maintien d'une politique monétaire restrictive pour l'ensemble de l'année. [YonHap](#), [Korea Times](#), [ING](#), [Korean Herald](#), [JoongAng Daily](#)

Politique économique

L'Autorité coréenne de la concurrence annonce un projet de loi de régulation des plates-formes numériques. Le 19 décembre 2023, la *Korea Fair Trade Commission* (KFTC) a annoncé qu'elle introduirait un projet de loi visant à empêcher les grandes plateformes de restreindre la concurrence sur le marché des services numériques. Selon un communiqué de la KFTC, « ces plateformes amplifient rapidement leur influence par le biais de pratiques commerciales déloyales telles que l'interdiction pour les startups ou d'autres plates-formes d'entrer sur le marché », l'agence indiquant que « les pratiques monopolistiques des plateformes font peser un fardeau sur les consommateurs en raison de l'augmentation des commissions ou du prix des abonnements. ». Selon la presse, cette nouvelle loi pourrait concerner des acteurs étrangers, comme Google, mais aussi des plates-formes coréennes comme Naver, Kakao et Coupang. D'une manière comparable à la législation européenne sur les marchés numériques (*Digital Markets Act*, DMA), cette loi désignerait plusieurs entreprises sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs (chiffre d'affaires, nombre d'utilisateurs, part de marché) et leur imposerait plusieurs interdictions, comme l'auto-référencement, le traitement préférentiel, la vente liée ou les restrictions de multi-hébergement. [Business Korea](#), [Joongang Daily](#)

Politique économique

Visite en Corée du Sud du ministre délégué Olivier Becht, accompagné d'une délégation de grandes entreprises. Les 18 et 19 décembre 2023, M. Olivier Becht, ministre délégué chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité et des Français de l'étranger, s'est rendu en Corée, accompagné d'une délégation de dirigeants d'entreprises françaises composée d'Air Liquide, de TotalEnergies, de Thales, d'Airbus et de Fives. Dans le cadre de plusieurs entretiens, le ministre a pu ouvrir avec le gouvernement coréen de nouveaux axes de coopération, notamment dans le domaine de la transition bas carbone et du spatial. En parallèle, la délégation a rencontré les trois principales fédérations d'entreprises, en vue de renforcer les liens entre entreprises françaises et coréennes, alors qu'au même moment Thales et SK Telecom, principal opérateur télécom coréen, annonçaient un partenariat dans la cryptographie post-quantique. M. Becht a également rencontré plusieurs P.-D.G. de grandes entreprises, de PME et de fonds d'investissement, avec qui il a pu évoquer l'attractivité de la France pour les investissements, en particulier dans le domaine des batteries et de la décarbonation, en lien avec les ambitions de réindustrialisation portées par la France à travers France2030 et la loi industrie verte. [MOCI](#), [Korea Times](#), [Korea Economic Daily](#)

Entreprises

Les fabricants de batteries coréens inquiets de la qualification de plusieurs filiales comme *Foreign Entity of Concern* par les Etats-Unis. Selon le Département d'Énergie américain, un FEOC désigne toute entité détenue, contrôlée ou sujette à la juridiction du

gouvernement chinois, russe, nord-coréen ou iranien. A partir de 2024, un véhicule contenant des composants de batteries fabriqués ou assemblés par un FEOC n'est pas éligible aux subventions de l'*Inflation Reduction Act* (IRA). A partir de 2025, le véhicule ne pourra pas contenir de minéraux critiques extraits, raffinés ou recyclés par un FEOC. De même, tout fabricant de batteries en partenariat avec la Chine dont l'entité qui en dépend détiendrait une participation d'au moins 25% dans la co-entreprise, ne sera plus éligible. La pression augmente sur LG Energy Solution/Chem, SK On, EcoPro et Posco Future M, qui ne disposent que de quelques semaines pour modifier l'actionnariat de leurs joint-ventures avec des entreprises chinoises, dont la structure usuelle implique un ratio à 51 : 49. Les fabricants coréens seront donc amenés à assumer une participation plus importante au sein de la co-entreprise via un rachat des parts chinois de plusieurs centaines de millions de dollars. Cette année, pas moins de huit accords ont été signés entre entreprises chinoises et coréennes spécialisées dans la production de matériaux pour batteries. [JoongAng Daily](#), [US Department of the Treasury](#)

Entreprises

ASML et Samsung vont investir 762 Mi USD dans la création d'un centre de recherche en Corée dédié aux semiconducteurs avancés. Le projet, annoncé en marge de la visite du président Yoon aux Pays-Bas, prévoit la création par le néerlandais ASML de son premier centre R&D à l'étranger en partenariat avec un fabricant de semiconducteurs. Localisé dans la province de Dongtan, au sud de Séoul, les efforts de recherche se concentreront sur les procédés dernier cri de lithographie par rayonnement ultraviolet extrême « High-NA » (finesse de gravure égale ou inférieure à 2 nm). Le président était accompagné des dirigeants de deux conglomérats coréens, Lee Jae-yong (Samsung) et Chey Tae-won (SK). Ce dernier a également signé un accord avec ASML, leader mondial de la lithographie par rayonnement ultraviolet extrême (EUV), afin de recycler l'hydrogène injecté dans le processus de gravure. C'est l'un des premiers accords au monde portant sur les émissions de carbone des machines de lithographie EUV, que seule ASML commercialise dans le monde et qui sont vendues à près de 200 Mi USD l'unité. [Korea Times](#), [JoongAng Daily](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Les informations présentées dans cette revue d'actualité bimensuelle sont identifiées par le SER de Tokyo et le SE de Séoul. Elles n'ont aucune vocation d'exhaustivité. Les avis exprimés sont les résumés des articles sources.

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo - raphael.keller@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Pour vous abonner et recevoir une notification par email à chaque nouvelle édition : merci d'adresser votre demande d'abonnement à tokyo@dgtresor.gouv.fr en indiquant la ou les adresses email à ajouter à la liste de diffusion. Il vous sera possible de vous désabonner à tout moment, sur simple demande.

Vous pouvez aussi suivre le SER de Tokyo sur [LinkedIn](#).